

SMIRTOM du SAINT-AMANDOIS

COMPTE- RENDU DU COMITE SYNDICAL

L'an deux mil dix sept, le 17 juillet à 11 heures , le comité syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, Président.

Date de la convocation : 6 juillet 2017

Nombre de membres : Nombre de délégués : 32

Présents : 20

Pouvoirs : 1

Absents, excusés : 11

PRESENTS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : Mesdames Muriel CANIFET, Françoise LANOUE, messieurs Pascal AUGENDRE, Bertrand DESNOIX , Bernard JAMET ,Guy THOMAS ;

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : messieurs Jean-Yves GIOT , Pierre MANCION, Michel PERRIOT, Michel SAUVAGNAT; COMMUNAUTE DE

COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : messieurs Dominique BURLAUD, Michel DE PAULE, Alain MANSSENS, Bruno MARECHAL ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY GRAND SUD :

messieurs Dominique DUBREUIL , Jean-Paul JOLIET; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : monsieur Paul BERNARD; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : messieurs Roland GILBERT, Noël LAIGNEL, Thierry PORIKIAN ;

POUVOIRS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : Madame Edith MICHELIC a donné pouvoir à M. Dominique BURLAUD

ABSENTS ; EXCUSES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : : monsieur Pascal COLLIN ;COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : monsieur Jean-Pierre RENAULT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY GRAND SUD : mesdames Chantal TRAVERS, Brigitte REBMANN, monsieur Nicolas NAULEAU ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : messieurs Olivier COMBETTE, Guy SAMIERI ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY LOIRE VAUVISE : madame Christine JAMET, messieurs André DELAVault, Yves DEBONO ; COMMUNAUTE DE COMMUNES LOIRE, NIEVRE ET BERTRANGES : monsieur Jacques BRUNET ;

M. le président ouvre la séance en demandant l'accord du comité pour ajouter 2 points supplémentaires (admission créances en non valeurs et demande de subvention pour le tri de la ferraille et des plastiques) à l'ordre du jour car ils n'ont pu être traités par le bureau faute de quorum.

Après que lecture de l'ordre du jour soit donnée, celui-ci est accepté à l'unanimité.

M. Thierry PORIKIAN est désigné comme secrétaire de séance.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°1

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 13 JUIN 2017.

Le comité syndical, à la majorité des présents (abstention de M. MARECHAL) approuve le compte-rendu de la séance du 13 juin 2017.

M. PORIKIAN demande que les comptes-rendus soient adressés aux membres suppléants présents aux séances.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°2

COMPTE- RENDU DES AFFAIRES TRAITEES EN APPLICATION DE LA DELEGATION DU COMITE SYNDICAL AU BUREAU SYNDICAL ET AU PRESIDENT

Affaires traitées par le président :

- Prolongation des contrats de location de 4 places de parking (précédemment louées par M. DOUCET à 2 transporteurs) sur le site situé Rue Pelletier Doisy à Saint-Amand-Montrond pour un montant de 170 € par mois.

Affaires traitées par le bureau syndical :

- Néant

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, donne acte au président de cette communication.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°3

FIXATION DU TARIF DE VENTE DES BÛCHETTES ET DES PELLETS

Par délibération en date du 15 décembre 2016, le comité syndical a fixé le prix de vente du paquet de 5 bûchettes à 2,50 € TTC.

Il convient de compléter ce tarif du prix de vente des bûchettes en grosse quantité ainsi que du prix de vente des pellets par les tarifs qui suivent :

Bûchettes – Prix de vente public	Pellets – Prix de vente public
2,50 € TTC le paquet de 5 bûchettes	3,90 € TTC le sac de 15 kg
130 € TTC 500 kg soit 64 paquets	235 € TTC 1 Tonne

250 € TTC 1 Tonne soit 2 palettes (128 paquets)	
Bûchettes – Achat usine	Pellets – Achat usine
170 € HT (187 € TTC) 1 Tonne	135 € HT (148,50 € TTC) 1 Tonne en big bag
	152 € HT (167,20 € TTC) 1 tonne en sacs 15 kg soit 66 sacs sur palette

Prix de livraison des bûchettes ou des pellets dans un rayon de 35 km : 35 € TTC

Prix de livraison des bûchettes ou des pellets dans un rayon de 50 km : 45 € TTC

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à la majorité des présents (abstention de Mme MICHELIC et de MM. AUGENDRE ET BURLAUD) approuve les tarifs proposés pour une durée d'un an.

En effet, les élus estiment que l'écart est faible entre les 2 tarifs de livraison mais qu'il est difficile de définir d'autres tarifs en fonction par exemple de tranches, de distance, etc....et qu'il conviendra de revoir ceux-ci après quelques mois de fonctionnement et au vu des résultats obtenus.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°4

AVENANT N° 1 AU MARCHE CONCLU AVEC CP CONCEPT

Par marché notifié le 11 avril 2017 , le syndicat a confié à la société CP Concept ayant son siège social à HEROUVILLE-SAINT-CLAIR ,la fourniture en location, l'installation et la maintenance d'une unité de traitement des déchets verts ligneux et de transformation en agrocombustible.

Ladite société a informé le syndicat que les différents fournisseurs du titulaire du marché ne peuvent livrer les matériels, objets du marché, dans les délais prévus au marché.

Il convient donc de prolonger, par avenant, ces délais pour reporter la date de livraison au 30 novembre 2017.

Il n'y aura aucune incidence financière sur le montant du marché.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, autorise le président à signer l'avenant à intervenir.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°5

ADMISSION DE CREANCES IRRECOURABLES EN NON VALEURS

Monsieur le président expose au comité syndical que Madame le receveur syndical a transmis des états de créances irrécouvrables concernant des redevances ordures ménagères sur les années 2009 à 2014 et demande l'allocation en non valeurs de celles-ci pour un montant de 39 998,63 €.

Ces sommes feront l'objet d'un mandatement sur l'exercice 2017, par imputation sur les crédits prévus à l'article 6542.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, accepte d'inscrire ces créances en non valeurs.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°6

UNITE DE VALORISATION DE LA FERRAILLE ET DES PLASTIQUES

Dans le cadre de la poursuite de la valorisation et du recyclage des déchets, le syndicat a commencé de procéder au tri de la ferraille et projette d'étendre cette opération au tri des plastiques.

Des investissements (voie d'accès et bâtiment) sont nécessaires pour améliorer les conditions de travail.

Le montant de ceux-ci est estimé à 160 000 € HT.

Il convient de solliciter une subvention auprès du Pays Berry Saint-Amandois dans le cadre du contrat régional de solidarité territoriale ainsi qu'auprès du département pour participer au financement de cette opération.

Pour faire suite à la remarque de M. PORIKIAN sur le tri des plastiques par les usagers, plusieurs points sont abordés :

- la fusion d'Eco Emballages et d'Eco Folio et les risques de perte financière en termes de soutiens aux collectivités pour les années à venir ;
- l'avancement du projet de création d'un centre de tri entre plusieurs collectivités du Cher et de la Nièvre et l'ouverture des consignes de tri (obligatoire en 2022) ;
- le dimensionnement des bacs bi-compartmentés ;
- la possibilité d'implanter des conteneurs grande capacité en déchetterie à destination des résidences secondaires ;

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité, autorise le président à solliciter une subvention auprès du Pays Berry Saint-Amandois et du Département.

DOCUMENT DE SYNTHESE – DOSSIER N°7

QUESTIONS ET AFFAIRES DIVERSES

M. GILBERT intervient sur plusieurs points :

1- La réponse apportée par le syndicat à son courrier du 20 mars dernier ne le satisfait pas.

Il considère ce courrier comme une fin de non-recevoir et estime avoir reçu une réponse tardive, conteste les termes de « réduction de leur facture » et ne pas avoir demandé une dérogation au règlement de facturation mais un examen au cas par cas.

Vous trouverez ci-joint les courriers échangés entre le syndicat et la communauté de communes, à savoir une réponse d'attente datée du 31 mars 2017 et un courrier de réponse en date du 7 juin 2017 reprenant la décision des membres du bureau syndical qui s'est tenu le 1^{er} juin 2017.

Ce courrier ne constitue en rien une fin de non-recevoir pour tous les usagers mais répond à une demande générale formulée par M. GILBERT, sans aucun signalement avéré qui aurait effectivement pu être examiné en réunion de bureau comme cela s'est déjà fait antérieurement (bureau du 15 septembre 2010).

M. Gilbert précise qu'il a posé cette question dans l'hypothèse où une demande serait formulée.

Par ailleurs, je rappelle que toute modification des règles de facturation en cours d'année engendrerait des coûts importants de modification du moteur de facturation géré par Plastic Omnium.

2- Le secrétariat de la communauté de communes du Pays de Néronde a transmis au syndicat, le 26 juin 2017, une requête de M. DURAND, domicilié 3 rue de la Chaume Lerot à Néronde concernant des problèmes de collecte. Il n'a reçu de réponse de la part du syndicat que le 11 juillet dernier.

Cette correspondance a été transmise le jour même à la société BRANGEON pour suite à donner (mail ci-joint) mais le mail n'est pas arrivé à son destinataire en raison de paramètres de sécurité internet. Toutefois, le responsable d'exploitation a cherché à rencontrer M. DURAND, sans succès. Il lui a laissé sa carte de visite dans la boîte aux lettres lors d'une visite sur place le 10 juillet et n'a pas eu d'appel de ce dernier. Lors de cette visite sur place, il a pu constater que le bac ordures ménagères n'était pas plein.

Enfin, il s'est entretenu, le jour même, de cette situation avec M. GILBERT.

S'ensuit un débat sur les problèmes de collecte qui subsistent à ce jour. M. BURLAUD évoque la possibilité d'appliquer les pénalités prévues au marché si les problèmes perdurent. Celle-ci sera examinée lors du prochain comité si besoin est.

La séance est levée à 12h15.

Le président,

Bernard JAMET

INFORMATION IMPORTANTE

A l'avenir, afin que les questions diverses puissent être traitées en séance en toute connaissance de cause, je vous rappelle ci-après les dispositions de l'article 5 du règlement intérieur, voté par le comité syndical le 22 mai 2014, qui règlent le traitement des questions orales :

« Les membres du comité syndical ont le droit d'exposer en séance du comité syndical des questions orales ayant trait aux affaires du syndicat mixte.

Le texte des questions est adressé au président 48 heures au moins avant une réunion du comité et fait l'objet d'un accusé de réception.

Lors de cette séance, le président répond aux questions posées oralement par les membres du comité syndical.

Les questions déposées après expiration du délai susvisé sont traitées à la réunion ultérieure la plus proche.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifie, le président peut décider de les traiter dans le cadre d'une réunion du comité syndical spécialement organisée à cet effet.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et ne peuvent comporter d'imputations personnelles.

Elles ne donnent pas lieu à des débats (sauf à la demande de la majorité des membres présents). »